



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 2 mars 2026

À bas la sale guerre de Trump et Netanyahu contre l'Iran !

Les gouvernements américain et israélien ont déclenché une nouvelle guerre au Moyen-Orient, en lançant des bombardements massifs sur l'ensemble du territoire iranien. Ceux-ci ont fait déjà plus de 500 morts et 750 blessés. En riposte, le régime iranien vise Israël, y faisant aussi des victimes, cible des bases militaires américaines au Bahreïn ou aux Émirats arabes unis, et annonce fermer le détroit d'Ormuz, crucial au commerce du pétrole. Ce périlleux engrenage est produit par la volonté des grandes puissances capitalistes de mettre l'Iran sous leur contrôle, comme tous les autres régimes de la région désormais.

Un dictateur est mort... mais la dictature est toujours vivante

Peu d'Iraniens, sans doute, ont pleuré Khamenei, eux qui criaient « Mort au dictateur ! » par centaines de milliers en janvier.

Mais nul ne doit oublier que les impérialistes ont négocié pendant des années, et jusqu'à ces derniers jours, avec son régime sanguinaire. Et, surtout, qui peut avoir confiance dans les bombes américaines et israéliennes pour aider un peuple à s'émanciper ?

Un sanglant marchandage

L'objectif de Trump et du boucher de Gaza Netanyahu, en décapitant le régime iranien, n'est pas de permettre aux travailleurs et à la jeunesse d'Iran de disposer de leur destin. Ils se sont contentés d'assister au massacre de dizaines de milliers de manifestants et à l'incarcération de 50 000 autres lors de la répression des récentes révoltes.

Trump est tout à fait prêt à conserver les bouchers des « gardiens de la révolution », auxquels il a promis l'immunité s'ils déposaient les armes. Quant à Macron et aux autres dirigeants européens, ils craignent surtout de perdre du terrain au Moyen-Orient et ont osé proposer de participer aux bombardements contre l'Iran !

Sous les bombes, la colère couve toujours

Le tapis de bombe vise au moins autant à terroriser les Iraniens et, bien au-delà, tous les peuples de la région, qu'à faire tomber les têtes du régime. Mais la colère couve toujours en Iran, malgré la répression, malgré les bombes, et c'est là que l'espoir réside, dans un embrasement populaire dirigé contre les mollahs et ceux qui rêvent de mettre en place une nouvelle dictature du fric !

Non à l'agression américaine ! Solidarité avec les travailleurs et les travailleuses d'Iran !

Aux élections municipales : votez pour les listes ouvrières et révolutionnaires !

Le NPA-Révolutionnaires présente des listes constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, à l'image de la classe ouvrière.

Voter pour ces listes « ouvrières et révolutionnaires », c'est affirmer sa révolte face à la brutalité du capitalisme, exprimer son rejet des amis de Macron et de tous ceux qui rêvent d'être à leur place. C'est dire qu'il faut s'organiser pour combattre le capitalisme, pour faire face au péril de l'extrême droite, aux poussées militaristes et guerrières, sans rien attendre des partis de gauche qui se disputent la gestion des affaires de la bourgeoisie. Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Même si aucun bulletin de vote ne changera notre sort, il peut servir à exprimer notre colère. Dans ces élections, nous défendons l'urgence pour le monde du travail de lutter pour :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes
- aucun salaire, aucune pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net
- l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé
- la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote pour tous à toutes les élections, la liberté de circulation et d'installation.

Dans les villes où il n'est pas présent mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R appelle à voter pour celle-ci.

NAO : encore des miettes pour les salariés

Les NAO ont suivi le plan prévu par la direction : des Augmentations Générales de Salaire ras les pâquerettes, des Augmentations Individuelles à la tête du client et des primes de performance en baisse car leur montant est lié aux résultats financiers. Et pour les cadres, la part variable sera payée en deux fois...

Le budget global des NAO diminue encore par rapport à l'an dernier, alors que tout le monde estime qu'il manque plusieurs centaines d'euros à la fin du mois. Tout le monde... sauf les hauts cadres et les actionnaires, qui vont se servir sur les 715 millions de bénéfices réalisés par le groupe l'an dernier.

NAO ou pas, si on veut plus que les miettes qu'ils nous laissent, il va falloir aller chercher notre dû.

Drones à l'usine du Mans : silence dans les rangs

Renault a donc décidé de fabriquer des drones militaires à l'usine du Mans, avec l'entreprise d'armement Turgis-Gaillard. Les 2 000 salariés qui ont appris cela par la presse étaient loin d'être ravis, car aucun n'a signé pour fabriquer des armes. Évidemment, la direction n'a pas demandé leur avis.

Tout juste a-t-elle organisé un CSE extraordinaire pour faire avaler son plan aux dirigeants syndicaux en leur promettant des emplois, des drones prétendument non militarisés, une bonne image pour cette usine et des recrutements soi-disant au volontariat pour le montage des drones...

Tous les représentants syndicaux de l'usine ont obéi à la direction le petit doigt sur la couture du pantalon, à l'exception de la CGT... qui s'est abstenue, alors qu'elle s'était jusqu'ici opposée aux drones, à juste titre ! Pourquoi ne pas voter contre ? Elle craint d'être accusée de trahison ?

La meilleure manière de refuser le militarisme et le bourrage de crâne, c'est d'assumer une position claire : non à la guerre des capitalistes et aux engins de mort.

Guerre en Iran : le bal des hypocrites

Les principales capitales européennes (notamment Paris, Londres et Berlin) se sont bien gardées de critiquer – et encore moins de condamner – les attaques israélo-américaines contre l'Iran. Peu leur importe qu'elles touchent des hôpitaux ou des écoles... Mais la palme revient à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Elle a condamné les « attaques injustifiables »... de l'Iran contre les bases américaines des Émirats arabes unis ! Elles seraient « une violation flagrante de la souveraineté des Émirats arabes unis et une violation flagrante du droit international ».

Quant à « la violation flagrante du droit international » commise par Israël et les États-Unis contre l'Iran, elle s'en fiche, tout comme Macron, Merz ou Starmer. Après avoir laissé Netanyahu raser

Gaza, ils soutiennent sa guerre en Iran et au Liban, ou proposent leur aide à Trump !

Au nom du droit international ?

SEB : « c'est bien »... pour les actionnaires !

Le groupe français SEB, n°1 mondial du petit électroménager qui possède les marques Tefal, Rowenta et Moulinex, a annoncé supprimer jusqu'à 2 100 postes dans le monde, dont 1400 en Europe et 500 en France. L'objectif de ce qui est présenté comme un « plan rebond » est de réaliser 200 millions d'euros d'économies par an, sous prétexte que le groupe a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires en recul de -1,2 %...

Sauf que dans le même temps, son bénéfice net a bondi de 5,6 %, soit 245 millions d'euros. En fait, il s'agit, ni plus ni moins, de licenciements boursiers destinés à faire monter la valeur de l'action. Et cela n'a pas tardé : le jour même de l'officialisation de ce plan d'économie, la Bourse de Paris a réagi favorablement à cette annonce et le cours de l'action SEB a bondi de 10 %.

L'hôpital s'en fout de la charité

Les forfaits hospitaliers payés par les patients augmentent à partir du 1^{er} mars. Le forfait journalier hospitalier, reste à charge pour les patients hospitalisés au titre des frais d'hébergement et d'entretien, augmentera ainsi de 20 à 23 euros par jour. Les patients disposant d'une mutuelle seront dans la plupart des cas remboursés. Mais ce ne sera pas le cas des 2,5 millions de personnes n'en disposant pas. Ils devront sortir cet argent de leur poche et payer plein pot alors que ce sont justement les plus fragiles sur le plan économique.

But de l'opération : renflouer les caisses de la Sécurité sociale de 450 millions d'euros... en s'en prenant aux plus modestes. Comme d'habitude...

Tous et toutes dans la rue le 8 mars

En France en 2026, malgré les lois sur l'égalité salariale, les femmes gagnent toujours 21,8 % de moins que les hommes. Le droit à l'avortement est désormais dans la Constitution, mais les baisses de moyens dans la santé le font reculer.

Voter des lois de principe sans se donner les moyens de les appliquer, voilà ce que la bourgeoisie a à offrir de mieux pour l'émancipation des femmes ! Et si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, comme lors du procès Pelicot qui s'est clos l'année dernière, les féminicides sont toujours aussi nombreux.

Alors que, dans le monde, les gouvernements et l'extrême droite sont à l'offensive, dimanche 8 mars, prenons la rue contre les violences sexistes, pour les droits des femmes et pour l'égalité réelle. Notre émancipation ne pourra venir que de nous-mêmes !